

Contre le ministère, l'unité historique des organisations étudiantes !

Le 20 novembre, après s'être réunies le 18 au siège de l'Union syndicale Solidaires, les cinq organisations syndicales étudiantes nationales ont publié un communiqué commun, en réponse aux annonces ridicules de la ministre de l'enseignement supérieur. La ministre aura réussi l'impensable il y a encore quelques semaines : unir l'entière des organisations syndicales étudiantes autour de revendications claires.

Les annonces ridicules du ministère

Le 19 novembre, et ce avant même d'avoir reçu toutes les organisations, la ministre a annoncé **trois nouvelles mesures**.

- 1) Un **numéro vert** pour les étudiant-e-s en difficulté. **Nous ne voulons pas de numéro vert. Nous voulons des bourses et des services publics** pour nous nourrir, nous loger, nous habiller, nous soigner. **Nous voulons des personnels – travailleurs/ses sociales/aux et médicales/aux – devant nous**, pour nous recevoir, nous aider et débloquer des aides, **et non une boîte vocale**.
- 2) **L'instauration de la trêve hivernale pour les locataires en cité universitaire. C'est bien, mais c'est insuffisant** : d'une part, parce qu'il n'existe pour le moment **aucune garantie** légale ou réglementaire autre qu'une déclaration d'intention ; d'autre part parce que **nous exigeons, avec l'intersyndicale, que les locataires en cité U soient reconnu-e-s disposer de droits**, comme tous les autres locataires en logement social, notamment en matière d'expulsion.
- 3) Un **renforcement du statut des étudiant-e-s élu-e-s**. Mais qui croit-elle acheter ? Nous ne luttons pas pour récupérer des avantages pour les élu-e-s ! **Nous luttons pour que chaque étudiant-e puisse vivre et étudier dignement !**

Au matin du 21, **le premier ministre s'est joint au grand concert de mensonges**, lorsqu'il a prétendu, sur France Inter, que le montant total des bourses était de 5,7 milliards d'euros. *Fake news* ! Le montant réel est de 2 milliards¹. C'est-à-dire à peu près le montant prévu pour le SNU (Service National Universel). **Abroger ce SNU absurde, comme le demande l'intersyndicale, permettrait ni plus ni moins de doubler le montant des bourses !**

Une unité étudiante historique

Pour revoir une telle unité dans les revendications étudiantes², il faut au moins remonter à 2006, au moment du CPE. L'incurie du ministère aura réussi cette gageure. **Madame Vidal, il faut maintenant sortir votre chéquier** et agir véritablement : augmenter les bourses, construire des logements, recruter du personnel social et médical, refinancer la restauration universitaire, abroger les frais d'inscription délirants et permettre à tou-te-s les étudiant-e-s étranger-e-s de disposer d'un titre de séjour.

Si vous n'entendez pas cela, si vous restez sourde aux gestes de détresse, comme celui de notre camarade à Lyon, le 8 novembre, nous amplifierons, unitairement, la mobilisation sur le terrain, notamment lors d'une journée nationale d'actions et de mobilisation le 26 novembre.

1 <https://www.senat.fr/rap/a17-112-5/a17-112-52.html>

2 <https://www.solidaires-etudiant.org/blog/2019/11/20/precarite-etudiante-letat-doit-prendre-ses-responsabilites/>

Fédération Solidaires étudiant-e-s

<https://www.solidaires-etudiant.org/>

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

contact@solidaires-etudiant-e-s.org

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes